Sahel : le chaos refondateur

Partager sur

01 février, 2022

Note

Leslie Varenne

En Afrique de l'Ouest, les événements s'enchaînent en mode turbo, chaque crise en nourrit une nouvelle jusqu'à former un magma qui se transforme en tsunami. Emmanuel Macron, qui a tout fait pour que l'épineuse question sahélienne ne s'invite pas dans la campagne présidentielle reste toujours silencieux. En revanche, Jean-Yves Le Drian et Florence Parly ont jeté méthodiquement à intervalles réguliers de l'huile sur le feu. Est-ce ainsi qu'ils comptaient éteindre les flammes ? Mais qu'importe puisque de toute façon l'incendie a pris. Plus que le « *vent de l'histoire* », c'est une bourrasque qui emporte tout et que rien ne semble pouvoir arrêter. Il y a seulement six mois, le général Lecointre, alors chef d'Etat-major, n'imaginait pas que la France puisse quitter le Sahel et l'Afrique de l'Ouest avant une vingtaine d'années. Aujourd'hui la survie de l'opération militaire française au Mali se compte en semaines, voire en jours. Si la rapidité des faits et la volatilité de la situation surprennent, c'est avant tout et surtout la réaction des opinions publiques qui a pris de court dirigeants africains et français.

Le naufrage de la diplomatie

Le feuilleton des tensions entre Paris et Bamako s'est encore enrichi de plusieurs épisodes au cours de la semaine écoulée. Dernier fait en date, le lundi 31 janvier, l'ambassadeur de France, son excellence Joël Meyer, a été expulsé par le gouvernement malien et sommé de quitter le territoire sous 72 heures. Selon ces autorités, « *cette mesure fait suite aux propos hostiles et outrageux du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères français* ». A plusieurs reprises, Jean-Yves Le Drian avait, en effet, fustigé une junte « *illégitime* » et « *irresponsable* ». En réaction, Paris a décidé d'adopter une contre-mesure, pour le moins inattendue, en rappelant ce même ambassadeur !

Etait-il utile d'opter, de chaque côté de l'échiquier, pour ces surenchères alors que les soldats de Barkhane sont encore en opération et que la coopération entre les deux armées se passe bien comme le souligne Abdoulaye Diop, le ministre des Affaires étrangères malien, dans un entretien accordé au journal en ligne Bruxelles 2 : « *La qualité de la coopération militaire doit être saluée. C'est vrai, malgré ce contexte tendu, les militaires français travaillent bien avec leurs homologues maliens. C'est sur le plan politique qu'il y a un problème.* »

Etait-il utile que le Quai d'Orsay pratique la diplomatie du mégaphone alors que le rejet de la politique et de la présence militaire française était déjà à un niveau très élevé dans le Sahel ?

Cette hostilité a augmenté au fil des années, en raison des pertes civiles et militaires. Cependant, les dirigeants français ont continué de s'exprimer comme s'ils étaient les fers de lance d'une nation « *exceptionnelle* » et « *indispensable* », comme s'ils avaient ramené la paix, alors que la situation sécuritaire ne cessait de se dégrader… A cet égard, « *l'arrogance française* » pèse lourd dans la détérioration des relations bilatérales et dans le désaveu des populations. Si chaque pays du Sahel a des raisons spécifiques dans son histoire récente de réprouver l'attitude de Paris, tous gardent gravé en mémoire la manière dont Emmanuel Macron avait convoqué les chefs d'Etat sahéliens au sommet de Pau en janvier 2020. Cet événement est systématiquement cité par tous les interlocuteurs dans l'historique de la gradation de l'inimitié envers la politique française.

Dans cette atmosphère était-il nécessaire pour Paris de se mettre en avant et d'encourager, de supporter publiquement les sanctions émises à l'encontre du Mali, le 9 janvier dernier, par la CEDEAO ? Ces mesures ont porté ledit rejet à un point de non-retour.

Mieux encore, en lieu et place d'affaiblir les dirigeants maliens, ces sanctions les ont renforcés. Ils sont portés aux nues et vus comme des héros de la lutte contre la France. En agissant ainsi les présidents ouest-africains et français leur ont déroulé le tapis rouge en leur permettant d'abattre les cartes : respect, dignité, souveraineté. Un triptyque, assurément gagnant dans l'atmosphère du moment, qui leur offre sur un plateau une légitimité populaire. Ce qui leur permet, en outre, d'étouffer les voix de l'opposition qui s'apprêtait à descendre dans la rue à partir du 27 février date à laquelle aurait dû avoir lieu l'élection présidentielle.

La fin de l'histoire…

La junte joue sur du velours, chaque décision prise au nom du respect et de la souveraineté lui redonne du crédit. Chaque réaction outragée de Paris alimente la crise entre les deux pays et renforce la solidarité panafricaine. Ainsi l'affaire « *l'affaire Wagner* », a fait l'objet de moult déclarations de Florence Parly ou de Jean-Yves Le Drian, « *intolérable* » « *inacceptable* », ils ont tracé des lignes rouges, puis sont restés sans réaction... Mais la plus lourde de conséquences pour l'Elysée est la décision de Bamako d'appeler le Danemark à retirer ses 90 soldats tout juste arrivés dans le cadre de la task-force Takuba. Ce départ, après celui volontaire des Suédois annoncé quelques jours plus tôt, représente un séisme pour Emmanuel Macron. Le château de cartes que représentait Takuba s'écroule, d'autant que Bamako se réserve toujours quant à l'accréditation des nouveaux entrants, Norvège, Hongrie, Portugal, Roumanie. Le président français avait fait de cette coalition de forces spéciales européennes la pierre angulaire de la reconfiguration de Barkhane afin que l'ancienne puissance coloniale ne soit plus en première ligne dans le Sahel. Le chef de l'Etat voit, en outre, son « *laboratoire de la défense européenne* », qu'il appelle de ses vœux depuis son discours de 2017 à la Sorbonne, s'évanouir sous ses yeux, juste au moment où la France est à la tête du Conseil de l'Union européenne ; il perd des partenaires qui lui permettent de répéter à longueur d'antennes que Paris n'est pas seul au Sahel ; en pleine campagne électorale, il ne peut partager les dividendes de la défaite.

Suite au retrait Danois, Barkhane et les Européens engagés au Sahel s'étaient laissé 14 jours pour envisager l'avenir de leur collaboration, leur décision devait être rendue avant le Sommet Afrique/UE des 17 et 18 février. Cependant, avec l'annonce de l'expulsion de l'ambassadeur français, l'Elysée semble une nouvelle fois pris de court, le Quai d'Orsay se contentant d'un communiqué laconique réitérant « *son engagement en faveur de la stabilisation et du développement du Sahel, aux côtés de ses partenaires de la Coalition pour le Sahel* ».

Mais, le Mali a déjà demandé à revoir les accords de défense avec la France et attend la réponse, augmentant ainsi la pression sur l'Elysée.
Qui de Bamako ou de Paris sauvera l'honneur en annonçant le premier la fin de l'histoire ?
Comment organiser le départ Barkhane sereinement ? Selon des experts militaires, démonter un dispositif comme celui-là prend au moins six mois, à moins d'agir comme les Américains lorsqu'ils ont quitté en juillet dernier

leur plus grande base de Bagram (Afghanistan) - on éteint la lumière en partant et advienne que pourra -

Vers des ailleurs incertains…

Une page se tourne au Mali et déjà une autre question se pose : en finir avec l'opération militaire dans le Sahel ou la reconfigurer ? Les options de redéploiement sont assez limitées : le Tchad est très loin des combats terrestres et déjà bien engagé avec la France, peut-être plus qu'il ne le souhaiterait au vu des ouvertures faites par le pouvoir à la Turquie. Le Niger, souffre des mêmes maux que ses voisins en crise. Le président Mohamed Bazoum y gagnerait une force de frappe en appui direct de ses opérations et le soutien financier français en complément de celui des USA et d'autres Etats européens. Il risque néanmoins d'être fragilisé sur le plan national, tant la population est hostile à la France. En Afrique de l'Ouest un coup d'Etat est si vite arrivé...

Reste encore le tout nouveau Burkina-Faso où des militaires ont pris le pouvoir et renversé le président Kaboré pendant le week-end du 23 janvier. Même dans l'hypothèse où les nouvelles autorités, emmenées par le lieutenant-colonel Paul Henri Damiba, n'y seraient pas hostiles, elles ne sont pas assez stabilisées pour affronter le rejet de leur opinion publique et de celles de la sous-région. D'autant que Paris se retrouverait alors dans la posture de soutenir une « *junte illégitime* ».

Aller plus loin, vers les pays côtiers qui sont déjà aux prises avec les premières attaques terroristes ? La Côte d'Ivoire accueille déjà des troupes françaises (FFCI). Le commandant de ces forces le colonel Arnaud Metray, s'est exprimé devant la presse ivoirienne le 28 janvier, il a convenu que la situation politique au Mali, interrogeait sur « *le devenir de Barkhane* » et a annoncé la visite, à Abidjan, du chef d'état-major des armées, Thierry Burkhard les 7 et 8 février prochains. Ce qui laisse à penser que cet Etat intégrerait le nouveau dispositif militaire français.

Emmanuel Macron, le Gorbatchev français

A cette heure, l'option de l'éclatement de l'opération dans différents pays, semble tenir la corde, une manière d'avoir une présence plus discrète. Mais aller ailleurs, pour y faire quoi ? Un peu plus, un peu moins, de la même chose ? Continuer à mener la lutte contre le terrorisme, qui n'est jamais qu'un concept et qui a échoué partout ? Depuis les guerres de 2011, en Côte

Partager sur

quinquennat, la France a perdu sa boussole stratégique en Afrique. Aussi difficiles soient-ils, les bouleversements actuels entraîneront de nécessaires reconfigurations entre la France et sa désormais ancienne zone d’influence. Pour le pire ou pour le meilleur, qui sait ?

Leslie Varenne

Pour soutenir l'IVERIS, c'est ici : https://www.iveris.eu/main/soutien_et_dons/

Tags:

afrique de l'ouest, mali; sahel, france

© Copyright 2016 by Iveris. Tous droits réservés.